

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 818

[C — 27101]

20 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
portant exécution du décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural, notamment les articles 10, § 1er, 12 et 22;  
Vu l'avis du Conseil d'Etat;  
Sur la proposition du Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° Ministre : le Ministre qui a la Rénovation rurale dans ses attributions;
- 2° décret : le décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural.

**Art. 2.** La description des caractéristiques socio-économiques de la commune comprend :

- 1° les documents cartographiques suivants :
    - a) une carte indiquant au moins :
      - les types d'occupation du sol;
      - les voies de communication et les espaces publics;
      - les principales infrastructures techniques;
      - les cours d'eau;
      - la structure du bâti (noyaux);
    - b) une carte du patrimoine communal bâti ou non, présentant en outre les zones d'espace vert, les zones d'intérêt paysager, les sites classés, les parcs naturels et les réserves arrêtées en fonction de la législation sur la conservation de la nature;
    - c) une carte de localisation des différents projets;
  - 2° les documents d'inventaire suivants :
    - a) la présentation succincte des caractéristiques générales de la commune;
    - b) la description des caractéristiques géographiques, sociales et économiques de la commune;
    - c) les plans réglementaires et les schémas d'aménagement (dont les périmètres de remembrements en cours);
    - d) le programme des infrastructures et équipements;
    - e) les monuments et sites classés et les sites archéologiques;
    - f) une liste des bâtiments remarquables dont ceux repris à l'inventaire du patrimoine monumental;
    - g) une liste des sites, des arbres et haies remarquables;
  - 3° les données complémentaires suivantes :
    - a) La présentation des moyens humains et financiers qui seront mis en œuvre par la commune, y compris la définition de sa capacité d'emprunt.
    - b) La composition du conseil communal et l'organigramme des services communaux.
- Les inventaires visés aux 1° et 2° sont complétés et réactualisés régulièrement en fonction de la situation locale, des problèmes rencontrés et des demandes et suggestions des groupes de travail.

**Art. 3.** La description des résultats de la consultation de la population comprend :

- 1° la méthode utilisée pour la consultation et l'information de la population;
- 2° la présentation de la personne de droit public ou l'établissement d'utilité publique chargé d'assister la commune;
- 3° le calendrier et la synthèse des résultats des réunions d'information, de consultation et des groupes de travail;
- 4° la composition de la commission locale de développement rural;
- 5° la composition des groupes de travail;
- 6° le calendrier et la synthèse des résultats des réunions de la commission locale.

**Art. 4.** Les objectifs de développement présentent :

- 1° la synthèse de l'analyse de la situation existante des forces et faiblesses mises en évidence et les desiderata de la population;
- 2° les objectifs de développement proprement dits, leurs justifications et les effets multiplicateurs attendus.

**Art. 5.** La description de chaque projet fait l'objet d'une fiche conformément au modèle repris en annexe, mentionnant la situation et le numéro de projet figurant sur la carte prévue à l'article 2, 1°, c.

Chaque fiche est accompagnée d'une note d'intention établissant, notamment, son lien avec les objectifs de développement.

L'estimation des coûts est déterminée en fonction des principes suivants :

- 1° les projets dont l'inscription est prévue dans la convention de l'année en cours ou dans celle de l'année suivante, sont présentés par une fiche complète avec estimation précise des coûts;

2° les projets dont la réalisation est prévue dans un délai de six ans sont présentés par une fiche sans estimation des coûts et n'est complétée qu'avant la demande d'inscription à une nouvelle convention;

3° les autres projets sont cités sous forme de catalogue indicatif, susceptible d'être modifié tous les ans.

Dans le cas d'un projet dont l'exécution est prévue en phases successives, un programme global de l'investissement est produit.

**Art. 6.** Le tableau récapitulatif comprend tous les projets avec la mention des objectifs poursuivis, des sources de financement, des moyens utilisés et de la programmation des réalisations.

**Art. 7.** En fonction des objectifs de développement visés à l'article 15, le programme communal de développement rural précise :

- 1° l'intégration des projets et de leurs effets multiplicateurs sur le développement de la commune;
- 2° la programmation dans le temps;
- 3° la planification dans l'espace;
- 4° les sources de financement escomptées.

**Art. 8.** La commune établit six exemplaires originaux du projet de programme destiné :

- 1° à la commune;
- 2° à la commission locale;
- 3° au Ministre;
- 4° au président de la Commission régionale de l'aménagement du territoire;
- 5° à l'Administration de l'aménagement du territoire et du logement;
- 6° à l'organisme ayant assuré l'assistance de la commune dans son opération de développement rural.

Des copies du projet de programme sont communiquées par la commune :

- 1° au Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon;
- 2° aux membres de la section orientation et décentralisation de la Commission régionale de l'aménagement du territoire;

3° au Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française ou s'il échet au Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté germanophone;

- 4° aux membres du conseil communal;
- 5° aux membres de la Commission locale de développement rural;
- 6° à l'Administration de l'aménagement du territoire et du logement.

Les projets de programmes communaux de développement rural transmis au Ministre, à l'Administration de l'aménagement du territoire et du logement et au président de la Commission régionale de l'aménagement du territoire comprennent, en annexe, les comptes rendus de toutes les réunions.

**Art. 9.** Les conventions visées à l'article 12 du décret comportent au moins :

- 1° la définition et la programmation de l'investissement;
- 2° l'estimation chiffrée de chaque projet;
- 3° le délai maximal fixé pour l'exécution des projets;
- 4° les modalités d'approbation des projets;
- 5° les modalités de liquidation des subventions.

Le Ministre arrête le modèle type de la convention.

**Art. 10.** La demande de convention adressée au Ministre comporte :

- 1° la délibération communale sollicitant la convention;
- 2° l'extrait des procès-verbaux de la commission locale concernant les projets demandés;
- 3° une note d'intention par projet;
- 4° une fiche descriptive du projet;
- 5° une esquisse détaillée avec estimation du coût.

**Art. 11.** Le rapport d'activité de la commission locale visé à l'article 22, alinéa 2, 2°, du décret comporte :

- 1° la fréquence des réunions et un résumé de leur déroulement;
- 2° les modifications de composition;
- 3° les éventuelles modifications apportées au règlement d'ordre intérieur;
- 4° les comptes rendus des réunions.

**Art. 12.** Le rapport comptable visé à l'article 22, alinéa 2, 3°, du décret comporte :

- 1° les états d'avancement financiers des acquisitions et travaux réalisés au cours de l'année (factures payées, subsides reçus);
- 2° la situation du patrimoine acquis et/ou rénové avec les subventions de développement rural;
- 3° le relevé des charges et recettes provenant de la location des immeubles cités ci-dessus;
- 4° le produit des ventes de biens acquis, construits ou rénovés avec des subventions de développement rural;
- 5° des propositions de réaffectation des bénéficiaires et produits.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er décembre 1991.

**Art. 14.** Le Ministre qui a la Rénovation rurale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 novembre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,  
B. ANSELME

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,  
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,  
E. HISMANS

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 818

[S-C — 27101]

**20. NOVEMBER 1991. — Erlaß der Exekutive  
zur Ausführung des Dekrets vom 6. Juni 1991 über die ländliche Entwicklung**

Aufgrund des Dekrets vom 6. Juni 1991 über die ländliche Entwicklung, insbesondere der Artikel 10 § 1 12 und 22;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Beschäftigung, beauftragt mit der ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Für die Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° « Minister » : den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die ländliche Erneuerung gehört,

2° « Dekret » : das Dekret vom 6. Juni 1991 über die ländliche Entwicklung.

**Art. 2.** Die Beschreibung der sozioökonomischen Merkmale der Gemeinde umfaßt :

1° folgende Karten :

a) eine Karte, auf der mindestens folgendes angegeben ist :

- die Art der jeweiligen Bodennutzung;
- die Verkehrswege und die öffentlichen Plätze;
- die wichtigsten technischen Infrastrukturen;
- die Wasserläufe;
- die Struktur der Bausubstanz (Kerne);

b) eine Karte des bebauten bzw. unbebauten Vermögens der Gemeinde, auf der ferner die Grünflächen, die Gebiete mit landschaftlichem Interesse, die unter Landschaftsschutz stehenden Landschaften, die Naturparks und die aufgrund der Rechtsvorschriften bezüglich der Erhaltung der Natur abgegrenzten Naturschutzgebiete angegeben sind;

c) eine Karte zur Lokalisierung der verschiedenen Projekte;

2° folgende Bestandsaufnahmen :

- a) die kurze Darlegung der allgemeinen Merkmale der Gemeinde;
  - b) die Beschreibung der geographischen, sozialen und wirtschaftlichen Merkmale der Gemeinde;
  - c) die vorschriftsgemäßen Pläne und die Raumordnungsschemen (darunter die laufenden Flurbereinigungsbereiche);
  - d) das Programm der Infrastrukturen und Ausstattungen;
  - e) die unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden Denkmäler und Landschaften und die archäologischen Stätten;
  - f) eine Liste der bemerkenswerten Gebäude, darunter diejenigen, die in der Bestandsaufnahme der Bau-, Kultur- und Kunstdenkmäler erwähnt sind;
  - g) eine Liste der bemerkenswerten Landschaften, Bäume und Hecken;
- 3° folgende zusätzliche Angaben :
- a) die Aufstellung des Personals und der finanziellen Mittel, die die Gemeinde einsetzen wird, einschließlich der Bestimmung ihrer Anleihekapazität;
  - b) die Zusammensetzung des Gemeinderates und den Organisationsplan der Gemeindedienste.

Die unter den Nrn 1 und 2 erwähnten Bestandsaufnahmen werden je nach der lokalen Lage, den anfallenden Problemen sowie den Anträgen und Vorschlägen der Arbeitsgruppen regelmäßig ergänzt und fortgeschrieben.

**Art. 3.** Die Beschreibung der Ergebnisse der Anhörung der Bevölkerung umfaßt :

1° das für die Anhörung und die Information der Bevölkerung angewandte Verfahren;

2° die Vorstellung der öffentlich-rechtlichen Person oder der gemeinnützigen Einrichtung, die der Gemeinde helfen soll;

3° den Zeitplan und die Zusammenfassung der Ergebnisse der Informations- und Anhörungsversammlungen und der Versammlungen der Arbeitsgruppen;

4° die Zusammensetzung der lokalen Kommission für die ländliche Entwicklung;

5° die Zusammensetzung der Arbeitsgruppen;

6° den Zeitplan und die Zusammenfassung der Ergebnisse der Versammlungen der lokalen Kommission.

**Art. 4.** Die Entwicklungsziele legen folgendes dar :

1° die Zusammenfassung der Analyse der bestehenden Lage der hervorgehobenen Stärken und Schwächen und der Anliegen der Bevölkerung;

2° die eigentlichen Entwicklungsziele, ihre jeweilige Rechtfertigung und die erwarteten Steigerungseffekte.

**Art. 5.** Die Beschreibung jedes Projektes bildet den Gegenstand eines Bogens, der dem in der Anlage aufgeführten Muster entspricht und der die auf der in Artikel 2 Nr. 1 Lit. c vorgesehenen Karte erwähnte Lage und Nummer des Projektes angibt.

Jedem Bogen wird eine Absichtserklärung hinzugefügt, die insbesondere ihren Zusammenhang mit den Entwicklungszielen herstellt.

Der Kostenvoranschlag wird aufgrund folgender Prinzipien aufgestellt :

- 1° Die Projekte, die im Abkommen des laufenden Jahres oder in dem des folgenden Jahres eingetragen werden sollen, werden anhand einer vollständigen Karte mit genauem Kostenvoranschlag unterbreitet;
- 2° Die Projekte, die in einer Frist von sechs Jahren durchgeführt werden sollen, werden anhand eines Bogens, der erst vor der Beantragung einer Eintragung in ein neues Abkommen vervollständigt wird, ohne Kostenvoranschlag unterbreitet;
- 3° Die anderen Projekte werden in Form eines informativen Katalogs angeführt, der jedes Jahr abgeändert werden kann.

Bei einem Projekt, dessen Ausführung in aufeinanderfolgenden Phasen geplant ist, wird ein globales Programm der Investition vorgelegt.

**Art. 6.** Die zusammenfassende Übersicht umfaßt alle Projekte mit Angabe der verfolgten Ziele, der Finanzierungsquellen, der angewandten Mittel und der Planung der Durchführung.

**Art. 7.** Das kommunale Programm für ländliche Entwicklung gibt je nach den in Artikel 15 erwähnten Entwicklungszielen folgendes an :

- 1° die Integration der Projekte und ihrer Steigerungseffekte auf die Entwicklung der Gemeinde;
- 2° die zeitliche Planung;
- 3° die räumliche Planung;
- 4° die erwarteten Finanzierungsquellen.

**Art. 8.** Die Gemeinde erstellt sechs Originale des Programmentwurfs für :

- 1° die Gemeinde;
- 2° die lokale Kommission;
- 3° den Minister;
- 4° den Vorsitzenden des regionalen Raumordnungsbeirates;
- 5° die Verwaltung der Raumordnung und des Wohnungswesens;
- 6° die Einrichtung, die der Gemeinde bei der Aktion zur ländlichen Entwicklung beigestanden hat.

Die Gemeinde läßt folgenden Behörden Kopien des Programmentwurfes zukommen :

- 1° dem Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regionalexekutive;
- 2° den Mitgliedern der Abteilung Orientierung und Dezentralisierung des regionalen Raumordnungsbeirates;
- 3° dem Minister-Vorsitzenden der Exekutive der Französischen Gemeinschaft oder gegebenenfalls dem Minister-Vorsitzenden der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft;
- 4° den Mitgliedern des Gemeinderates;
- 5° den Mitgliedern der lokalen Kommission für die ländliche Entwicklung;
- 6° der Verwaltung der Raumordnung und des Wohnungswesens.

Den Entwürfen von kommunalen Programmen für ländliche Entwicklung, die dem Minister, der Verwaltung der Raumordnung und des Wohnungswesens und dem Vorsitzenden des regionalen Raumordnungsbeirates übermittelt werden, werden die Berichte aller Versammlungen beigefügt.

**Art. 9.** Die in Artikel 12 des Dekrets erwähnten Abkommen umfassen mindestens :

- 1° die genaue Beschreibung und die Planung der Investition;
- 2° die bezifferte Schätzung jedes Projektes;
- 3° die längste Frist, die für die Ausführung der Projekte festgesetzt wird;
- 4° die Modalitäten in bezug auf die Genehmigung der Projekte;
- 5° die Modalitäten in bezug auf die Auszahlung der Zuschüsse.

Der Minister bestimmt das Muster des Abkommens.

**Art. 10.** Der an den Minister gerichtete Antrag auf Abkommen umfaßt :

- 1° den Gemeindebeschluß, in dem ein Abkommen beantragt wird;
- 2° den Auszug aus den Protokollen der lokalen Kommission in bezug auf die beantragten Projekte;
- 3° eine Absichtserklärung pro Projekt;
- 4° einen Beschreibungsbogen des Projekts;
- 5° eine ausführliche Skizze mit einem Kostenvoranschlag.

**Art. 11.** Der in Artikel 22 Absatz 2 Nr. 2 des Dekrets erwähnte Tätigkeitsbericht der lokalen Kommission umfaßt :

- 1° die Häufigkeit der Versammlungen und eine Zusammenfassung ihres Verlaufs;
- 2° die Änderungen ihrer Zusammensetzung;
- 3° die eventuellen Abänderungen der Geschäftsordnung;
- 4° die Berichte der Versammlungen.

**Art. 12.** Der in Artikel 22 Absatz 2 Nr. 3 des Dekrets erwähnte Buchungsbericht umfaßt :

- 1° den jeweils erreichten finanziellen Stand der Anschaffungen und Arbeiten, die während des Jahres ausgeführt werden (beglichene Rechnungen, erhaltene Zuschüsse);
- 2° den Stand des mit den Zuschüssen für die ländliche Entwicklung erworbenen bzw. renovierten Vermögens;
- 3° die Aufstellung der Lasten und Einnahmen aus der Miete der obenerwähnten Gebäude;
- 4° den Erlös aus dem Verkauf von Gütern, die mit den Zuschüssen für die ländliche Entwicklung erworben, gebaut bzw. renoviert worden sind;
- 5° Vorschläge zur Wiederverwendung der Überschüsse und Erlöse.

**Art. 13.** Vorliegender Erlaß tritt am 1. Dezember 1991 in Kraft.

Art. 14. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die ländliche Erneuerung gehört, ist mit der Ausführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. November 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,  
B. ANSELME

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der ländlichen Erneuerung,  
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonische Region.

E. HISMANS

—  
VERTALING  
—

—  
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST  
—

N. 92 — 818

[C — 27101]

20 NOVEMBER 1991. — Besluit van de Executieve  
houdende uitvoering van het decreet van 6 juni 1991 betreffende de plattelandsontwikkeling

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 6 juni 1991 betreffende de plattelandsontwikkeling, inzonderheid op artikelen 10, § 1, 12 en 22;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Minister van Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- 1° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden de Landinrichting behoort;
- 2° decreet : het decreet van 6 juni 1991 betreffende de plattelandsontwikkeling.

Art. 2. De beschrijving van de socio-economische kenmerken van de gemeente bevat :

1° de volgende kaarten :

a) een kaart met ten minste de vermelding van :

- de soorten grondgebruik;
- de communicatiewegen en de openbare ruimten;
- de voornaamste technische infrastructuren;
- de waterlopen;
- de structuur van het bebouwde deel (kernen);

b) een kaart van het al dan niet bebouwde gemeenteëigendom, met bovendien de aanduiding van de groene zones, de landschappelijke waardevolle gebieden, de geklasseerde landschappen en de krachtens de wetgeving op het natuurbehoud opgerichte reservaten;

c) een kaart met de plaatsaanduiding van de verschillende projecten;

2° de volgende inventarissen :

- a) een beknopte uiteenzetting van de algemene kenmerken van de gemeente;
- b) de beschrijving van de geografische, sociale en economische kenmerken van de gemeente;
- c) de voorgeschreven plannen en de aanlegsschema's (met onder meer de omtrekken van de lopende ruilverkavelingen);
- d) het programma van de infrastructuren en uitrustingen;
- e) de geklasseerde monumenten en landschappen en de archeologische vindplaatsen;
- f) een lijst van de merkwaardige gebouwen en van dewelke opgenomen zijn in de inventaris van het monumentenpatrimonium;
- g) een lijst van merkwaardige landschappen, bomen en heggen;

3° de volgende aanvullende gegevens :

- a) de uiteenzetting van de menselijke en geldelijke middelen die door de gemeente in werking gesteld zullen worden, alsook de omschrijving van haar leningsvermogen;
- b) de samenstelling van de gemeenteraad en het organisatieschema van de gemeentediensten.

De sub 1° en 2° vermelde inventarissen zullen regelmatig aangevuld en aangepast worden naargelang de plaatselijke situatie, de voorgevallen problemen en de vragen en voorstellen van de werkgroepen.

Art. 3. De omschrijving van de uitslagen van de raadpleging van de bevolking bevat :

- 1° de gebruikte methode voor de raadpleging en de inlichting van de bevolking;
- 2° de voorstelling van de publiekrechtelijke persoon of van de instelling van openbaar nut belast met het bijstaan van de gemeente;
- 3° de agenda en de samenvatting van de uitslagen van de inlichtings-, raadplegings- en werkgroepvergaderingen;
- 4° de samenstelling van de plaatselijke commissie voor plattelandsontwikkeling;
- 5° de samenstelling van de werkgroepen;
- 6° de agenda en de samenvatting van de uitslagen van de vergaderingen van de plaatselijke commissie.

**Art. 4.** De doelstellingen van de ontwikkeling bevatten :

1° de samenvatting van de analyse van de bestaande toestand van de in het licht gestelde krachtlijnen en zwakheden en van de wensen van de bevolking;

2° de eigenlijke doelstellingen van de ontwikkeling, hun verantwoording en de verwachte vermenigvuldigingseffecten.

**Art. 5.** De beschrijving van elk project gebeurt op een fiche overeenkomstig het in bijlage gevoegde model, met vermelding van de toestand en het projectnummer aangegeven op de in artikel 2, 1°, c, voorziene kaart.

Bij elke fiche wordt een toelichtingsnota gevoegd, waarbij, onder andere, het verband ervan vastgesteld wordt met de ontwikkelingsdoelstellingen.

De raming van de kosten wordt vastgesteld volgens de hierna vermelde beginselen :

1° de projecten waarvan de inschrijving voorzien is in de overeenkomst van het lopend jaar of in die van het volgend jaar, worden op een volledige fiche uiteengezet met een nauwkeurige kostenraming;

2° de projecten waarvan de verwezenlijking voorzien is binnen een termijn van zes jaar worden uiteengezet op een fiche die geen kostenraming vermeldt en die slechts ingevuld wordt vóór de inschrijvingsaanvraag van een nieuwe overeenkomst;

3° de andere projecten worden opgenomen in een overzichtskataloog die jaarlijks kan gewijzigd worden.

In het geval van een project waarvan de uitvoering voorzien is in opeenvolgende fasen wordt een globaal programma van de investering voorgelegd.

**Art. 6.** De samenvattende tabel bevat alle projecten met vermelding van de nagestreefde doelstellingen, de financieringsbronnen, de gebruikte middelen en de programmatie van de uitvoeringen.

**Art. 7.** Afhankelijk van de in artikel 15 bedoelde ontwikkelingsdoelstellingen bepaalt het gemeentelijk programma van plattelandsontwikkeling :

1° de integratie van de projecten en van hun vermenigvuldigingseffecten op de ontwikkeling van de gemeente;

2° de door de tijd bepaalde planificatie;

3° de in de ruimte bepaalde planificatie;

4° de verwachte financieringsbronnen.

**Art. 8.** De gemeente maakt zes originele exemplaren van het programmaproject op, die bestemd zijn voor :

1° de gemeente;

2° de plaatselijke commissie;

3° de Minister;

4° de voorzitter van de Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening;

5° het Bestuur van ruimtelijke ordening en huisvesting;

6° de instelling die de gemeente bijstand verleend heeft voor haar handeling van plattelandsontwikkeling.

Afschriften van het programmaproject worden door de gemeente overgemaakt aan :

1° de Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve;

2° aan de leden van de sectie orientatie en decentralisatie van de Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening;

3° de Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve of, in voorkomend geval, aan de Minister-Voorzitter van de Duitstalige Gemeenschapsexecutieve;

4° de leden van de gemeenteraad;

5° de leden van de plaatselijke commissie voor plattelandsontwikkeling;

6° het Bestuur van ruimtelijke ordening en huisvesting.

De aan de Minister, het Bestuur van ruimtelijke ordening en huisvesting en aan de voorzitter van de Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening gerichte projecten van gemeentelijke programma's van plattelandsontwikkeling bevatten als toelichting de verslagen van al de vergaderingen.

**Art. 9.** De in artikel 12 van het decreet vermelde overeenkomsten bevatten ten minste :

1° de beschrijving en de programmatie van de investering;

2° de gecijferde raming van elk project;

3° de maximale termijn vastgesteld voor de uitvoering van de projecten;

4° de goedkeuringsmodaliteiten van de projecten;

5° de vereffeningsmodaliteiten van de toelagen.

De Minister stelt het standaardmodel van de overeenkomst vast.

**Art. 10.** De aan de Minister gerichte overeenkomstaanvraag bevat :

1° de beslissing van de gemeente tot aanvraag van de overeenkomst;

2° het uittreksel van de processen-verbaal van de plaatselijke commissie betreffende de gevraagde projecten;

3° een toelichtingsnota per project;

4° een fiche met de beschrijving van het project;

5° een gedetailleerde schets met de kostenraming.

**Art. 11.** Het in artikel 22, 2e lid, 2°, van het decreet vermelde activiteitenverslag van de plaatselijke commissie bevat :

1° de frequentie van de vergaderingen en een samenvatting van hun verloop;

2° de samenstellingswijzigingen;

3° de aan het reglement van inwendige orde eventueel aangebrachte wijzigingen;

4° de verslagen van de vergaderingen.

**Art. 12.** Het in artikel 22, 2e lid, 3°, van het decreet vermelde boskhoudingsverslag bevat :

1° de financiële vorderingsstaten van de aankopen en uitgevoerde werken tijdens het jaar (betaalde facturen, ontvangen toelagen);

2° de toestand van het met de toelagen voor plattelandsontwikkeling aangeschaft en/of vernieuwd patrimonium;

- 3° het overzicht van de lasten en opbrengsten van de huur van de hierboven vermelde gebouwen;  
 4° het resultaat van de verkoop van goederen gekocht, gebouwd of vernieuwd met toelagen voor plattelandsontwikkeling;  
 5° voorstellen voor de herbesteding van de winsten en opbrengsten.

Art. 13. Dit besluit wordt van kracht op 1 december 1991.

Art. 14. De Minister, tot wiens bevoegdheden de Landinrichting behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 november 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
 belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,  
 B. ANSELME

De Minister voor Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,  
 E. HISMANS

F. 92 — 819

[C — 27107]

**20 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
 relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 100 et 235;

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes du 17 décembre 1979 (80/68/CEE) concernant la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses;

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, notamment les articles 8 et 9;

Vu l'avis de la Commission visée à l'article 16 du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le recours de la Commission des Communautés européennes auprès de la Cour de Justice contre l'Etat belge en date du 4 juillet 1991 rend nécessaire de prendre sans délai les mesures de transposition de la Directive de la Communauté européenne mentionnée ci-dessus;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « décret » : le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables;  
 2° « Ministre » : le Ministre, Membre de l'Exécutif régional wallon, qui a l'eau dans ses attributions ;  
 3° « administration » : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;  
 4° « Directive » : la Directive du Conseil des Communautés européennes du 17 décembre 1979 (80/68/CEE) concernant la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses;  
 5° « rejet direct » : l'introduction de substances dans les eaux souterraines sans cheminement dans le sol ou le sous-sol;  
 6° « rejet indirect » : l'introduction de substances dans les eaux souterraines, après cheminement dans le sol ou le sous-sol.

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux rejets directs et indirects des substances suivantes :

- 1° a) composés organohalogénés et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu aquatique;  
 b) composés organophosphorés;  
 c) composés organostanniques;  
 d) substances qui possèdent un pouvoir cancérigène, mutagène ou tératogène dans le milieu aquatique ou par l'intermédiaire de celui-ci;  
 e) mercure et composés du mercure;  
 f) cadmium et composés du cadmium;  
 g) huiles minérales et hydrocarbures;  
 h) cyanures;  
 2° a) métalloïdes et métaux suivants, ainsi que leurs composés :
- 1 zinc
  - 2 cuivre
  - 3 nickel
  - 4 chrome
  - 5 plomb
  - 6 sélénium
  - 7 arsenic
  - 8 antimoine
  - 9 molybdène
  - 10 titane